



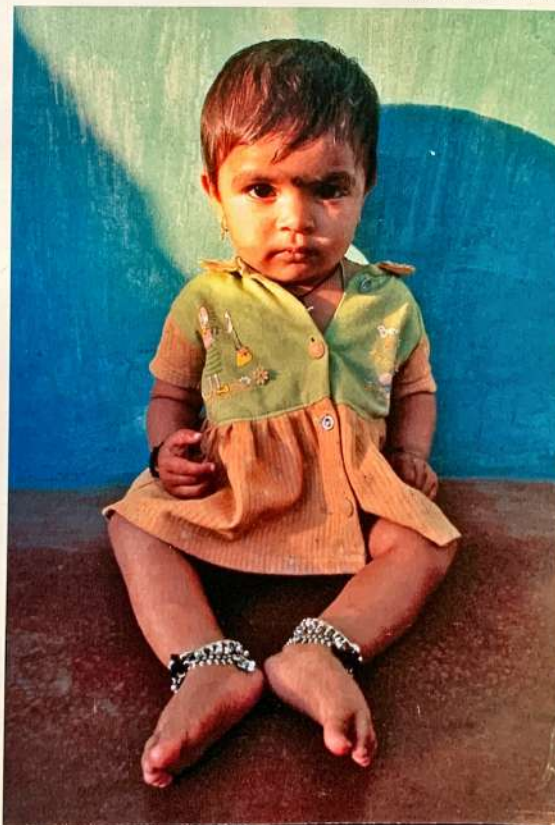
Bébés assassinés, photographiés par l'association Terre des hommes.

On achève bien les petites filles

Par tradition, en Inde, la naissance des filles est considérée comme une catastrophe. Alors on les supprime: avortements sélectifs et infanticides entraînent une «pénurie» de femmes... au point d'inverser le système de la dot. Les hommes achètent leurs épouses, les cas de polyandrie se multiplient, et les viols connaissent une inquiétante progression. Cette élimination programmée des filles sévit sur tout le continent asiatique, où il manquerait aujourd'hui près de 100 millions de femmes.

Par Béatrice Dehais. Photos Lizzie Sadin.

ANUPARNA,
18 MOIS, SALVÉE PAR
L'ONG DILEEP KAMAT, QUI
MILITE CONTRE LA
SÉLECTION DES FŒTUS.





Suvarna: profession sage-femme... mais aussi étouffeuse et empoisonneuse.

Quand une fille naît, ce n'est pas par choix», explique Surindar, 19 ans. Dans son village du nord de l'Inde, Surindar et une cinquantaine d'autres célibataires craignent de ne pas trouver d'épouse.

L'arrivée, il y a vingt-cinq ans, de l'amniocentèse et de l'échographie a facilité l'élimination des fœtus de sexe féminin, et les femmes sont désormais minoritaires. Au Punjab, pour 100 hommes, on ne compte plus que 85 femmes – 82 à Delhi, la capitale, et, à Chandigarh, seulement 77.

A l'échelle de ce pays de 1 milliard d'habitants, le fossé est gigantesque: en Inde, il «manque» au moins 36 millions de femmes. Que l'on a empêchées de naître, tuées à la naissance ou laissées mourir en bas âge... «Un génocide», accuse le docteur Baljit Singh Dahiya, directeur au ministère de la Santé de l'Haryana, qui se bat depuis plus de vingt ans contre l'élimination des filles.

En Inde, il est fréquent qu'une femme avorte quatre, cinq, six fois, jusqu'à ce qu'elle attende un garçon. Un geste si banal que, dans les villages, on en parle facilement. Presque sans émotion. «J'ai avorté quatre fois. Je ne voulais plus de filles», confie Bhavi, 40 ans, assise sur une banquette de corde devant sa maison ocre d'Akbarpur (Haryana). «Tout

le monde le fait», justifie Chandri qui, à 36 ans, a subi trois IVG. Seule Amrita laisse poindre des regrets. A 30 ans, elle est enfin enceinte d'un garçon. Mais, avant, sa belle-famille l'a forcée à interrompre deux grossesses: elle attendait des filles. «J'ai bien eu un pincement au cœur. Mais je n'ai pas eu le choix. On vit dans cette société, vous savez...», murmure-t-elle.

Car l'Inde, depuis des siècles, refuse obstinément la naissance de filles. Les traditions ont forgé une société où elles n'ont aucune valeur, où seul un garçon a le droit d'hériter du nom et des biens, et d'effectuer les rites funéraires du père. Les filles, elles, ne servent à rien. Pire: leur naissance est une catastrophe. Pour la marier, ses parents devront un jour obéir à une coutume ruineuse, illégale depuis les années 1960, mais toujours pratiquée: la dot. Il faudra offrir à la belle-famille argent, bijoux, saris de soie, téléphones portables, scooters et même des voitures... «Alors, pour s'épargner toutes ces dépenses, il vaut mieux simplement éviter d'avoir une fille», résume Soubhagya K. Bhat, du Planning familial indien.

Donner le jour à une fille est d'ailleurs considéré comme un tel désastre que les mères peuvent être «harcelées, battues, jetées hors de chez elles... voire tuées» par leur mari, ajoute-t-elle. Les journaux indiens rapportent régulièrement le cas de jeunes accouchées qui ont si peur de rentrer chez elles après

avoir mis au monde une fille qu'elles s'enfuient de l'hôpital en kidnappant un bébé garçon.

L'Inde a eu beau se moderniser, les mentalités sont restées très traditionnelles. Et même la classe moyenne urbaine, «les femmes éduquées, les ingénieures», continue d'éviter d'avoir des filles, souligne Soubhagya K. Bhat. La politique officielle de limitation des naissances n'a rien arrangé: si l'on a moins d'enfants, il faut être sûr d'avoir au moins un garçon.

«TUERIE SILENCIEUSE»

Résultat: la sélection des bébés ne fait que s'accélérer. A Mumbai (Bombay) aujourd'hui, il ne naît plus que 77 filles pour 100 garçons. A Jind (Haryana), ce ratio plafonne à 81, et «les données récentes des maternités montrent encore plus de dégâts», constate le docteur Neervir Singh, responsable de l'hôpital. Même phénomène à Delhi, en 2004, où «l'on estime qu'en six mois, quelque 4 000 fœtus féminins ont été éliminés. C'est une tuerie silencieuse», dénonce Ifat Ha-meet, de l'ONG Action India.

Impossible, pourtant, de demander le sexe du bébé à l'hôpital public, où l'on respecte la loi interdisant la sélection prénatale: alors les femmes se tournent en masse vers les cliniques privées d'échographie, qui représentent

SUVARNA A EXERCÉ TOUTE SA VIE COMME SAGE-FEMME. ELLE A TUÉ DE NOMBREUX BÉBÉS FILLES, ÉTOUFFÉES DANS UNE JARRE FERMÉE PAR UN COUVREUR OU EMPISONNÉES AVEC LA SÈVE DE LA CALOTROPIS.



SI CES ENFANTS SONT AUJOURD'HUI VIVANTES, C'EST GRÂCE AUX ONG SEARCH ET PONTHALEER, QUI ONT SURVEILLÉ LEURS FAMILLES. MAHADIVAMMA, LA MÈRE, AVAIT DÉCIDÉ DE TUER LA DERNIÈRE NÉE À LA NAISSANCE.

Dans des villages du Tamil Nadu, des fillettes rescapées de justesse de l'infanticide.



On achève bien les petites filles

aujourd'hui «un business de millions et de millions de roupies», selon Ifat Hammeet. Ces cliniques ont en effet «poussé comme des champignons ces dernières années», confirme Girdhari Lal Singal, officier de santé de l'Haryana, qui en recense pas moins de 900 dans son Etat.

Dans les années 1990, elles étaient des publicités dans les rues et les trains, proclamant sans vergogne: «Dépensez 5 000 roupies maintenant (*sous-entendu: pour savoir si c'est une fille*) et économisez 500 000 roupies plus tard» (*en évitant la dot*). La loi a interdit ces slogans, tout comme, depuis 2001, elle prohibe les camionnettes d'échographe qui sillonnaient les campagnes. Pourtant, déplore Donna Fernandes, de l'association féministe Vimochana, «certaines continuent à circuler dans les villages ruraux isolés. Il est très difficile de les repérer».

FORFAITS ÉCHOGRAPHIE + IVG

En clinique privée, une échographie coûte 2 000 roupies (environ 40 €), dix fois plus cher qu'à l'hôpital. «Les médecins font ça avant tout pour l'argent, estime Soubhagya K. Bhat. Sans réaliser les dégâts qu'ils provoquent dans la société.» Beaucoup proposent d'ailleurs des forfaits échographie + avortement, de 5 000 à 10 000 roupies (100 à 200 €).

Les praticiens poussent aussi les femmes à connaître le sexe du bébé avant trois mois de grossesse, alors qu'à «ce stade, on ne peut pas le discerner. Ils prétendent pouvoir le dire, mais c'est juste pour se faire de l'argent», selon Donna Fernandes. Pour distinguer le sexe de façon certaine, il faut attendre les 4 mois du fœtus – «on nous le demande même à 8 mois», s'alarme Soubhagya K. Bhat –, mais à ce stade, le délai légal de l'interruption volontaire de grossesse (3 mois) est dépassé: un grand nombre d'avortements tardifs sont donc pratiqués clandestinement, dans des cliniques sans scrupule. Pourtant, depuis deux ou trois ans, les radio-



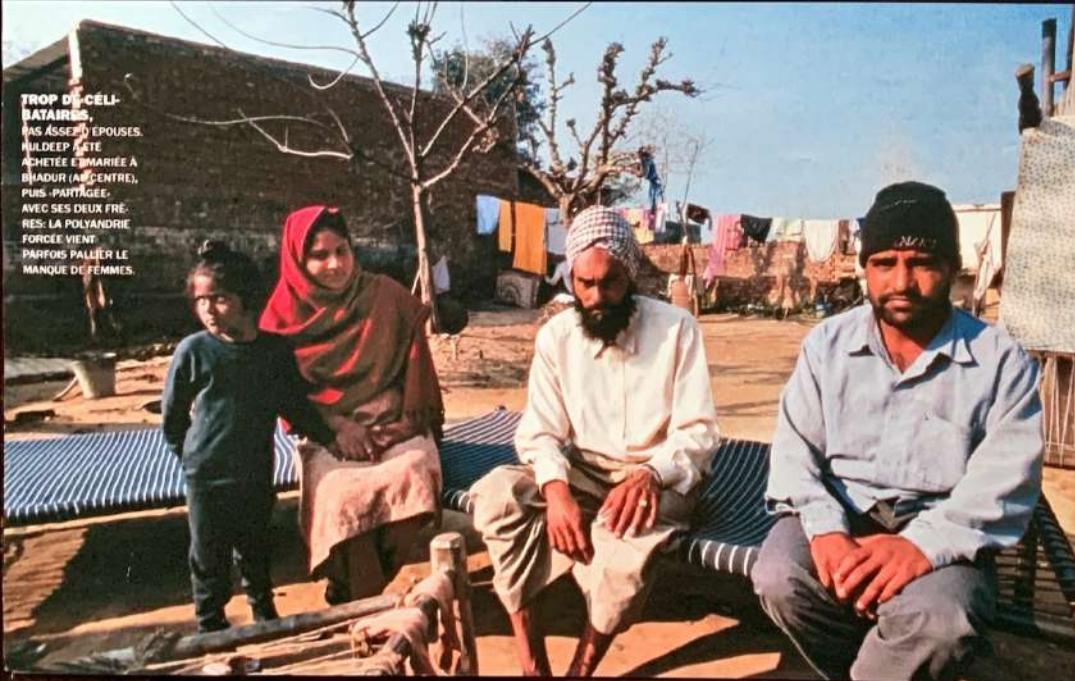
**CENTRE D'ADOP-
TION DE TERRE**
DES HOMMES, À
SALEM (TAMIL NADU).
VANI, UNE ENFANT
ABANDONNÉE, COMME
TANT D'AUTRES.
PARCE QUE NÉE FILLE.

90 % des enfants recueillis dans les orphelinats sont

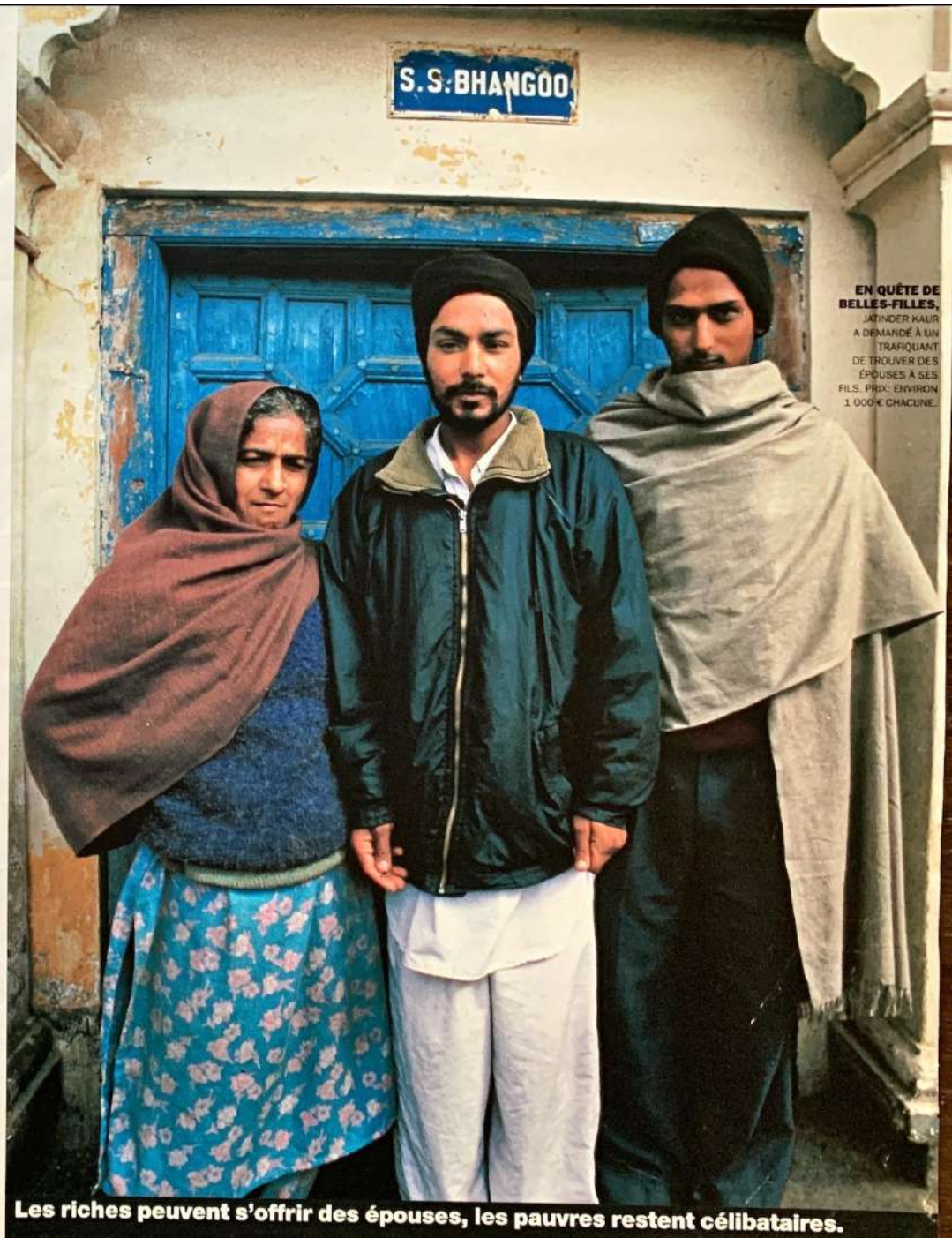
des filles.



Dans les villages manquant de femmes, les épouses sont achetées à des trafiquants.



TROP DE CÉLIBATAIRES,
PAS ASSEZ D'ÉPOUSES.
JULDEEP S'EST
ACHETÉ EN MARIÉ À
BIADOUR (AU CENTRE),
PLUS PARTICULIÈREMENT
AVEC SES DEUX FRÈRES.
LA POLYANDRIE FORCÉE VIENT
PARFOIS PALLIER LE
MANQUE DE FEMMES.



EN QUÊTE DE BELLES-FILLES,
JATINDER KAUR
A DEMANDÉ À UN
TRAFFIQUANT
DE TROUVER DES
ÉPOUSES À SES
FILS. PRIX: ENVIRON
1 000 € CHAQUE.

Les riches peuvent s'offrir des épouses, les pauvres restent célibataires.



Autorités et ONG tentent de prévenir les avortements sélectifs et les infanticides.

logues privés sont devenus prudents. La loi interdisant la sélection prénatale a été renforcée en 2002, et ils risquent désormais trois à cinq ans de prison et l'interdiction d'exercer. Les autorités, qui ont lancé des campagnes d'information par voie d'affiches et de spots TV, surveillent davantage leurs cliniques. Les médecins utilisent donc un langage codé pour révéler le sexe du fœtus: ils glissent par exemple le mot «dieu» ou «déesse» dans la conversation, et tout le monde comprend.

De temps à autre, les autorités prennent les radiologues en flagrant délit: leur licence est alors suspendue, et l'appareil, saisi. Mais elles ne peuvent pas tout contrôler et, dans ce pays corrompu, aucun médecin n'a encore été condamné à de la prison. «Prenez cette clinique, souligne Dileep Kamat, de l'ONG Parivartan, en désignant une maternité juste en face de ses locaux à Belgaum (Karnataka). Elle pratique des échographies sélectives de façon notoire. Le radiologue a été sanctionné une fois. Eh bien, il exerce toujours la même activité, mais sous le nom de sa mère.»

«ENVOIE-NOUS UN FRÈRE.»

Depuis sa légalisation, en 1971, l'IVG est venu remplacer un mode traditionnel d'élimination des filles: l'infanticide. Mais de façon marginale, celui-ci «persiste», plutôt chez les familles pauvres, assure le docteur Chezhan, de l'ONG Terre des hommes.

Autrefois, on tuait la nouvelle-née en l'étouffant dans une jarre en terre cuite fermée. Avec ce rituel macabre: on plaçait une sucrerie dans sa bouche en lui disant: «Maintenant meurs, et envoie-nous un frère.» De nos jours, «on l'étouffe dans un sac plastique que l'on jette ensuite derrière un buisson», rapporte une militante de Parivartan. Ou bien elle est étranglée, noyée, étouffée avec du lait chaud versé dans les narines. «La première autopsie que j'ai vue durant mes études de médecine a été celle d'un bébé fille. On lui avait tordu le cou», raconte Soubhagya K. Bhat.

Au Tamil Nadu, on utilise plutôt «la sève toxique d'une plante, la calotropis», relève Sabu George, un militant de terrain. Et c'est souvent la dai, la sage-femme traditionnelle, qui est chargée d'empoisonner la petite fille qu'elle vient de mettre au monde. D'autres familles optent pour l'infanticide «lent»: la mortalité des filles avant 5 ans est 50 % plus élevée que celle des garçons, parce qu'elles reçoivent moins de nourriture et de soins.

Pour combattre l'infanticide, plusieurs Etats indiens offrent des bourses financières aux parents acceptant d'élever des filles, mais cette aide n'a qu'un effet mineur. Le gouvernement du Tamil Nadu, lui, facilite l'abandon anonyme des petites filles. A Salem, le foyer de Terre des hommes reçoit ainsi 50 à 60 bébés par an, dont certaines portent encore le cordon ombilical.

Plus militantes, des associations comme Search et Ponthaleer ont réagi en créant des comités de vigilance, des sangams: dans les villages du Tamil Nadu, ils tiennent un registre des grossesses et persuadent les femmes de garder le fœtus, au besoin sous la menace d'une dénonciation à la police. «Nous surveillons aussi l'accouchement et la nutrition du bébé, jusqu'à 6 mois. Après, il y a moins de risques d'infanticide», explique Sudha, de Ponthaleer.

DES VILLAGES SANS FEMMES

Au total, Search estime avoir ainsi sauvé 600 à 700 fillettes dans le district de Dharmapuri. Guna, un de ses bénévoles, nous présente l'une d'elles, Pavitra, 5 ans, dans le village de Bagarahally. Il y a deux ans, la petite a été malade, et la mère a dû dépenser 600 roupies (environ 12 €) pour la soigner. Ses voisins lui ont alors dit: «Si tu l'avais tuée, tu aurais économisé cette somme...»

Mais la disparition organisée des filles a déjà un résultat visible: l'Inde se masculinise. Et dans de nombreuses régions, par frustration sexuelle, «la violence contre les femmes est en hausse. Tous les jours, on entend parler d'un viol collectif», relève Satish Aggarwal, médecin à Jind. «On commence à voir des enlèvements de filles de 13 ou 14 ans», ajoute Donna Fernandes. ▶



Dans les écoles, le manque de toute une génération de filles est manifeste.



POUR EMPÊCHER LA SÉLECTION DES FŒTUS, UN COMITÉ DE VIGILANCE DU KARNATAKA SE RÉUNIT POUR COORDONNER LA SURVEILLANCE DES FEMMES ENCEINTES DU VILLAGE.



Une ONG tient un registre des grossesses du village.

Surtout, le déséquilibre des sexes se fait sentir chez les jeunes Indiens en âge de se marier; beaucoup d'hommes sont désormais à la recherche d'épouses. «Dans chaque village de mon district, au moins 200 hommes ne sont pas mariés, constate le docteur Neervir Singh, à Jind (Haryana). Alors quelques-uns essaient d'acheter des femmes dans le Bihar ou au Bengale. Les intermédiaires sont souvent des routiers.»

C'est à l'un de ces trafiquants que Chand, 60 ans, va confier 40 000 à 50 000 roupies (800 à 1 000 €) pour qu'il trouve une femme à son fils de 25 ans. Celui-ci «a pourtant de quoi faire vivre une famille, il a un petit magasin. Mais je n'y peux rien, il n'y a plus de filles» dans la région, raconte la vieille femme d'un air résigné.

Jatinder Kaur a elle aussi demandé à un intermédiaire de ramener de l'Uttar Pradesh des épouses pour ses fils, Jaspinder, 28 ans, Baljinder, 26 ans, et Amarinder, 25 ans. «Avec toutes ces échographies, il est devenu difficile de trouver des filles par ici», confirme cette quinquagénaire énergique de Jallanpur (Punjab). Chaque fiancée lui coûtera «35 000 à 70 000 roupies» (700 à 1 400 €), et c'est aussi elle qui paiera les noces, contrairement à la tradition qui veut que ce soit les parents de la mariée. «Les riches, résume-t-elle, peuvent

acheter une belle-fille. Les pauvres, eux, restent célibataires.» Désormais, c'est l'homme qui paie pour avoir une femme. Et le prix varie: dans l'Haryana, une fiancée s'achète 25 000 à 105 000 roupies (500 à 2 000 €), mais elle ne vaut que 5 000 à 10 000 roupies (100 à 200 €) dans des Etats pauvres comme l'Uttar Pradesh ou le Bihar.

Près du village de Bastawad (Karnataka), la vente de filles a pris une telle ampleur que le chef de la communauté jaïn, Bahubali Kurdshi, a lancé un cri d'alarme: «En quelques années, les trafiquants se sont enrichis en allant vendre plusieurs milliers de filles au Gujarat, au Madhya Pradesh et au Rajasthan. Que sont-elles devenues? C'est la question.» Car cette région est aussi connue pour alimenter en prostituées les maisons closes de Mumbai.

ÉPOUSES «PARTAGÉES» ENTRE FRÈRES

Les jeunes femmes, elles, se résignent à leur sort. Savita, 20 ans, a été vendue par ses parents 20 000 roupies (environ 400 €), et a quitté le Bihar pour aller vivre dans l'Haryana. Heureusement, son mari, Ramesh, la «traite bien», dit-elle d'un air satisfait. Ce qui n'est pas le cas de celles qui sont considérées par leur belle-famille comme une simple marchandise et vivent dans une

On achève bien les petites filles

quasi-servitude. Dans la cour de sa maison de Jallanpur (Punjab), Paranjit, 34 ans, jette un coup d'œil inquiet à sa belle-mère. Visiblement, elle craint de parler et a juste le temps de confier qu'elle vient de l'Uttar Pradesh, où elle a été acquise par son mari, Gurmikh, pour 40 000 roupies (environ 800 €).

Kuldeep, 30 ans, a elle aussi été achetée, mais sans savoir, dit-elle, «que ça allait se passer comme ça»: elle a épousé le fils aîné d'une famille du Punjab qui l'a ensuite «partagée» avec ses deux frères célibataires. Un partage qui dure depuis maintenant onze ans. Si bien que Kuldeep, qui s'est résignée, ne sait pas lequel au juste est le père de ses enfants. Selon les militants de terrain, l'achat d'épouses pourrait en effet faire réapparaître une forme marginale de polyandrie. «En Inde, il a existé une polyandrie traditionnelle, qui avait tendance à disparaître, rappelle Manmohan Sharma, des Volontaires de santé du Punjab. Mais à cause du déficit de femmes, elle va certainement resurgir», prédit-il, surtout dans les familles qui n'auront pas les moyens d'acheter une épouse pour chacun de leurs fils.

Des millions d'hommes qui ne peuvent se marier, des trafics en hausse... le tri insensé des enfants à naître marque profondément la société indienne, pour des générations. Et ce n'est pas fini: des cliniques high-tech se lancent maintenant dans le choix du bébé par procréation médicalement assistée. Mais en Inde, seuls quelques esprits lucides, encore très minoritaires, s'inquiètent des conséquences de l'élimination des filles. Et considèrent, comme Donna Fernandes, qu'il s'agit «de la violation des droits humains la plus fondamentale qui soit. Il ne peut y avoir aucun droit humain si l'on vous refuse celui de naître».

Béatrice Dehais

Les photos de ce reportage seront exposées au festival Visa pour l'image, à Perpignan, du 27 août au 11 septembre.